

Déclaration pour la paix en Ukraine

Un an après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, l'escalade de la guerre se poursuit sans relâche et le conflit semble devenir chronique et continuer à accentuer les crises mondiales. Ainsi, à l'urgence climatique et à l'impact de la pandémie s'ajoutent la dureté d'une guerre qui a fait exploser les prix de l'énergie et des denrées alimentaires, rendant difficile leur accès et augmentant la pauvreté et les inégalités entre les pays. La guerre renforce la politique des blocs et favorise le réarmement et la militarisation, avec l'augmentation des dépenses militaires des États et les énormes profits de l'industrie de l'armement. Cela a permis aux États-Unis de raviver l'ancien rôle de l'OTAN, de renforcer le soutien de l'Europe dans son différend hégémonique avec la Chine et de stimuler ses exportations de gaz et de pétrole extraits par des techniques non durables telles que le fracking.

Pour cette raison, nous appelons à **redoubler d'efforts diplomatiques** pour établir un cessez-le-feu et des négociations pour une solution pacifique et durable, conformément aux demandes du secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le pape François, ou des présidents Gustavo Petro, Lula da Silva et Alberto Fernández. Deuxièmement, il faut articuler une réponse conjointe **d'aide humanitaire et de reconstruction juste de l'Ukraine**, qui n'approfondisse pas les relations de dépendance et la politique des blocs. Troisièmement, nous soutenons les initiatives indépendantes visant à demander justice et à rendre des comptes pour tous les **crimes de guerre commis dans le cadre de la guerre en Ukraine**, en traitant le crime d'agression au sein des mécanismes internationaux avec le soutien de l'ONU, tels que la Cour Pénale Internationale et d'autres tribunaux hybrides qui sont établis dans ce but.

Face à la crise climatique et énergétique, nous devons mettre fin à notre dépendance aux énergies fossiles, en **accélérant une transition verte** qui rend effective la durabilité de la vie sur la planète, l'autonomie de nos pays et la souveraineté des peuples sur nos ressources. Nous avons également besoin de **politiques mondiales qui redistribuent les richesses et les ressources**, avec des politiques fiscales équitables qui permettent de renforcer les systèmes de protection contre les crises. Enfin, nous devons renforcer les mécanismes de dialogue et de **résolution pacifique des conflits**, les politiques de consolidation de la paix et œuvrer pour un modèle de coexistence pacifique qui encourage le **désarmement, la démilitarisation et l'interdiction des armes nucléaires**.

Les mouvements populaires anti-guerre ont toujours montré la voie vers un monde dans lequel les intérêts des grandes puissances et des puissants ne l'emportent pas sur la paix. Les guerres sont toujours payées par le peuple, jamais par ceux qui les commandent, qui ne verront jamais leurs fils ou leurs filles perdre la vie sur le champ de bataille. Aujourd'hui, les dirigeants signataires et les forces progressistes lancent un nouvel appel international à la paix qui valorise et accompagne ces luttes.

Signataires

Gustavo Petro, président de la Colombie. Alberto Fernández, président de l'Argentine. Jean-Luc Mélenchon, fondateur de La France Insoumise. Ione Belarra, ministre des droits sociaux et de l'Agenda 2030. Jeremy Corbyn, membre de la Chambre des Communes du Royaume-Uni. Catarina Martins, membre de l'Assemblée de la République du Portugal. Peter Mertens, secrétaire général du Parti du Travail de

Belgique. Giuliano Granato et Marta Collot, porte-paroles nationaux de Potere al popolo. Nicola Fratoianni, secrétaire national de Sinistra Italiana. Pervin Buldan et Mithat Sancar, co-présidents du Parti Démocratique des Peuples. Walter Baier, président du Parti de la Gauche Européenne. Gerardo Pisarello, membre du Congrès des députés espagnols pour Catalunya en Comú. Juntxo López de Uralde, coordinateur fédéral d'Alianza Verde. Enrique Santiago, membre du Congrès des députés espagnols pour Izquierda Unida et secrétaire général du PCE. Ana Pontón, porte-parole nationale du Bloque Nacionalista Galego. Arnaldo Otegi, coordinateur général d'EH Bildu. Oriol Junqueras, président d'Esquerra Republicana de Catalunya.